

**27 mars 2005**

Bilan du Conseil de l'Union de l'UFP de mars 2005

## **L'unité à tout prix par le haut et laisser la base mener la lutte sociale**



Tambour battant, l'exécutif national de l'UFP a réussi sans difficulté à faire voter par le Conseil de l'Union (CU) de mars 2005 un calendrier de négociations avec Option Citoyenne (OC) prévoyant un congrès d'unification d'un nouveau parti sans plate-forme en janvier 2006, la plate-forme devant être votée seulement un an plus tard. Non seulement l'unification sera l'affaire d'un comité restreint de négociations choisi au sein de l'exécutif, comme convenu au CU de décembre 2004, mais le CU de mars a consenti à seulement « commenter » les rapports de ce comité de négociations. Le comité de négociations a même renoncé aux comités conjoints thématiques prévus sans même faire appel aux membres du parti qui auraient pu être intéressés à y œuvrer. Ainsi se centralise de plus en plus un processus de fusion aux antipodes du processus de démocratie participative ayant abouti à la fondation de l'UFP en 2002.

Comme, cependant, la grève étudiante cognait fort à la porte du CU, l'exécutif national a finalement dû prendre en considération les critiques de la gauche de l'UFP qui lui reprochait l'abandon de l'organisation de la campagne pour une grève générale votée au CU de septembre 2004 tout comme d'ailleurs celle sur l'Assemblée Constituante votée au même moment et pourtant proposée par l'exécutif national lui-même. Cette conjoncture favorable a permis de reconfirmer sur papier la campagne pour la grève de même que le comité syndical/populaire devant la diriger mais sans toutefois compromettre l'exécutif national dans son organisation, sauf sur une base volontaire, et tout en laissant l'exécutif national opérer une diversion en proposant une autre campagne sans revendications où la thématique de la grève générale est explicitement absente et, encore une fois, sans que l'exécutif national ne s'engage organisationnellement.

Si l'UFP renonce à sa plate-forme élaborée sur trois ans par la base à travers deux congrès, dont celui de fondation, et plusieurs Conseils de l'Union sans compter maints débats dans les instances de base, OC, par contre ne renonce à rien puisqu'elle n'a rien en termes de plate-forme. Par contre, OC réussit jusqu'ici à imposer l'essentiel des quelques résolutions d'orientation politique votées lors de première rencontre nationale de novembre 2004 et devant être inclus dans les « principes directeurs » à être adoptés lors du futur congrès de fondation. En un mot, le processus d'unification a été taillé sur mesure pour OC.

## Les textes d'entente : un « sentiment de recul » vers le social-libéralisme

Même si le CU, gagné par l'euphorie de l'unité à tout prix, a renoncé pratiquement à son droit de contrôler le comité de négociations, il n'a pas pu faire autrement que de tiquer assez fortement à certains points des trois textes adoptés conjointement par les comités de négociation de l'UFP et d'OC portant respectivement sur l'économie, le féminisme et le fonctionnement du futur parti.

Le texte sur l'économie reconnaît une « *économie plurielle* » dont l'économie privée, l'économie sociale, cet avatar du néolibéralisme, et l'économie domestique, ce visage capitaliste du patriarcat. On comprend le malaise même de la part des enthousiastes de l'unification par ailleurs politiquement modérés, particulièrement plusieurs femmes présentes au CU, fort inquiètes de cette adaptation indirecte à l'oppression des femmes. Pourtant que peut être le principe directeur d'une économie antinéolibérale sinon l'extension maximum des services publics démocratisés et des coopératives aux dépens non seulement de l'économie privée mais aussi de ses compléments que sont l'économie sociale et l'économie domestique ?

Encore plus inquiétant pour un grand nombre de délégués est, cependant, en conclusion, cette « *responsabilité de formuler des propositions plus précises qui devront être responsables, faisables, loin des promesses irréalistes.* » combinée à cette bonne vieille dichotomie sociale-démocrate entre une plate-forme prétendument réalisable et un programme radical reporté aux Calendes grecques. Le document sur l'économie a beau annoncé l'opposition idéologique au néolibéralisme, sa conclusion annonce une capitulation pratique. Car que signifie être *responsable* et *réaliste* sinon par rapport à la norme de l'idéologie dominante, le néolibéralisme ? On nous annonce donc un parti « social-libéral » à la mode NPD c'est-à-dire un bon gestionnaire capitaliste des tensions sociales que causent inéluctablement les politiques néolibérales, bonne gestion qui freine à peine l'approfondissement des contradictions capitalistes menant à encore plus de pauvreté, d'inégalité, de violence et de pollution.

Le texte sur le féminisme, quant à lui, se résume à un cliché de lieux communs plus axé sur l'électoratisme que sur les luttes des femmes dont on ne dit mot. On y ignore la récente Charte mondiale des femmes dont en particulier les cinq revendications québécoises, pourtant très modérées, beaucoup plus que la revendication à dynamique antinéolibérale qu'était la hausse du salaire minimum à 8.50\$ de la Marche mondiale de l'an 2000. Il y a de quoi douter de l'ardeur féministe d'OC quand on constate que leur mémoire à propos de la mission du Conseil du statut de la femme cautionne critiquement le gouvernement Libéral qui, cédant aux pressions montantes du masculinisme, veut en faire un Conseil davantage axé sur l'égalité que sur la question des femmes. On reste aussi surpris du silence sur la question de l'équité alors qu'elle est un des enjeux majeurs de l'actuel affrontement entre le gouvernement québécois et ses employés. On connaît aussi les hésitations de la première rencontre nationale d'OC à se réclamer du féminisme.

La question des femmes s'est aussi répercutée au sein même du CU de mars où deux femmes se sont affrontées très durement au président de l'assemblée, qui est aussi le président de l'UFP, l'une le traitant de menteur, lors de l'atelier sur le fonctionnement interne, l'autre de petit Drapeau en assemblée générale. Le départ précipité, très théâtral, du président n'a pas arrangé les choses, au contraire, amenant la nouvelle présidente de l'assemblée, pourtant porte-parole femme de l'UFP, à suggérer l'expulsion de l'assemblée d'une de ces femmes. Le ton était à ce point donné que l'animateur de l'atelier sur l'économie, pourtant un membre de GS qui diffusait au CU une brochure sur la question des femmes, s'est permis de rabrouer la seule femme qui ait osé intervenir dans cet aréopage très mâle parce qu'elle avait critiqué nommément la porte-parole d'OC, pourtant un personnage public. Si on ajoute à ces comportements problématiques le fait que les cinq femmes membres de l'exécutif de Mercier, la plus importante circonscription électorale de l'UFP avec 9% des membres, ont démissionné en bloc il y a peu de temps, on ne peut que poser le diagnostic de la nécessité d'un débat de fond sur la question des rapports femmes-hommes au sein de l'UFP.

Finalement, d'intenses discussions ont eu lieu à propos de la disparition des entités politiques, rebaptisées collectifs, dans les structures projetées car ces collectifs n'y auront ni droit de représentation ni droit de vote. Elles devront se contenter d'une seule virtuelle reconnaissance dans les statuts. La discussion y fut d'autant plus intense que les rapporteurs ont d'abord tenté de dissimuler cette capitulation. Faut-il rappeler que le pluralisme est, comme la rupture avec les trois partis néolibéraux, un des deux piliers politiques qui ont présidé à la fondation de l'UFP.

### **Y aura-t-il une rupture indépendantiste ?**

On peut même commencer à douter de la réalité de l'adhésion à l'indépendantiste sur laquelle insiste à juste titre l'exécutif national. En effet, si le train de la fusion s'emballa au point de ne plus pouvoir s'arrêter sauf à causer une crise majeure, qu'arrivera-t-il si OC décidait à sa prochaine rencontre nationale d'octobre 2005 de ne pas prendre parti clairement pour l'indépendance du Québec ? Si l'on s'en tient aux propos de la porte-parole d'OC à Gatineau la même fin de semaine que le dernier CU de mars 2005, on peut douter qu'OC soit en voie de changer d'avis depuis sa première rencontre nationale de novembre 2004. Après plusieurs réunions au sommet entre l'UFP et OC, on n'a senti aucun changement de position.

La porte-parole d'OC y a davantage critiqué la direction Landry que le PQ lui-même. Elle s'attend à un PQ plus social-démocrate... c'est-à-dire qui aurait étaler sur trois ou quatre ans sa politique du déficit zéro ! Elle insiste pour avant tout battre le gouvernement Charest aux prochaines élections. Qu'est-ce à dire ? Qu'OC n'a pas renoncé à une alliance avec le PQ à condition qu'il change de visage ? Sur la question de fond, la porte-parole d'OC, tout en réaffirmant qu'elle est elle-même souverainiste, mais aussi ouverte au fédéralisme asymétrique, a expliqué qu'elle doute que l'indépendantisme reçoive l'appui de la majorité de la population. Si l'on s'en tient donc à la porte-parole d'OC, l'adhésion éventuel d'OC à l'indépendantisme, sous couvert de respecter le vœu de la population, serait purement une affaire d'opportunisme électoral.

La revendication de l'indépendance n'est donc pas comprise comme une réponse politique à l'oppression du peuple québécois qui elle-même découle de l'histoire de l'État canadien. Faut-il rappeler que le Canada s'est construit sur la base de la conquête, d'abord celle des peuples amérindiens puis celle des peuples acadien, jusqu'à la déportation, et « canadien », ensuite celle du peuple métis, majoritairement francophone, finalement celle des minorités franco-manitobaines et des franco-ontariennes par l'interdit de leurs institutions scolaires au tournant du XX<sup>è</sup> siècle. L'État canadien n'a pas encore réussi à réduire le peuple québécois à un groupe ethnique ou une minorité culturelle, dans le cadre de la mosaïque multiculturelle québécoise, mais ce n'est pas faute d'avoir essayé : provincialisation forcée de 1867, conscription pour les guerres de l'empire en 1917 et 1942, invasion armée de 1970, coup de force constitutionnelle de 1982 et interdit légal du droit à l'autodétermination en l'an 2000.

Historiquement parlant, l'État canadien s'est donc construit comme une prison des peuples. Rien d'étonnant que la moindre tentative de fédéralisme asymétrique, si réduite soit-elle, comme l'entente du Lac Meech à la fin des années 1980, ou même carrément ridicule comme le compromis de Charlottetown en 1992, ait été rejetée du revers de la main non seulement par les politiciens canadiens mais même, malheureusement, par le peuple canadien lui-même lors, par exemple, du référendum pancanadien de 1992. Encore récemment, l'entente « asymétrique » sur la santé avec le Québec, pourtant un domaine de juridiction provinciale, a provoqué un immense tollé au Canada anglais, bien davantage que les ententes asymétriques avec Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse au sujet de la péréquation.

La seule issue reste donc la lutte pour l'indépendance comme seule réponse à l'oppression nationale. L'erreur de la porte-parole d'OC n'est pas tellement sa réponse à la question, comme le pense les indépendantistes nationalistes imbus du culte de la différence justifiant métaphysiquement l'État-nation, mais la question proprement dite. S'il y avait effectivement une offre sérieuse de fédéralisme asymétrique, jusqu'à la reconnaissance nationale du Québec y compris son droit à l'indépendance, il faudrait en effet la considérer sérieusement. Toutefois, toute l'histoire de l'État canadien nous dit que cette offre ne viendra pas. La question à poser vis-à-vis le Canada serait plutôt que faire pour gagner l'adhésion du peuple canadien à notre lutte pour l'indépendance ? Il faudrait lui expliquer qu'il a autant intérêt à briser cette prison des peuples que le peuple québécois lui-même. Notre indépendantisme est internationaliste.

Au mieux, l'adhésion éventuelle d'OC à la revendication de l'indépendance sera hésitante et constamment remise en question. On doit plutôt s'attendre à une prise de position trait d'union à la PQ. Au lieu de la souveraineté-partenariat on aura la souveraineté-si-nécessaire. Si le train de l'unité UFP-OC se met à rouler à toute vapeur, il est fortement à prévoir que cette position mi-chair mi-poisson sera aussi avalée par l'UFP en même temps que le social-libéralisme d'OC dorénavant clairement affirmé tant par la plaquette de sa porte-parole, largement promue par OC, que par les résolutions de sa première rencontre nationale.

## Pour en finir avec le cul-de-sac de l'étapisme

Il ne faut pas s'étonner de cette congruence capitularde qui s'annonce tant les deux enjeux stratégiques liés respectivement aux questions sociale et nationale sont liés l'un à l'autre. Tant la lutte conséquente contre les politiques néolibérales que celle pour l'indépendance se renforcent l'une l'autre car elles sont des appels au même peuple travailleur pour la même « *égaliberté* » contre les mêmes ennemis, le fédéralisme allié aux transnationales, québécoises incluses. Ces deux luttes sont certes autonomes, parce que relevant de dynamiques spécifiques, mais elles sont stratégiquement liées. Il s'agit donc d'abord d'unir politiquement et stratégiquement la lutte antinéolibérale et la lutte indépendantiste. Si l'unité organisationnelle de l'UFP et d'OC ne va pas dans le sens du renforcement de cette unité politico-stratégique, elle affaiblira la lutte du peuple québécois pour sa libération tant nationale que sociale malgré une désirable unité organisationnelle en soi.

Loin de devenir un tremplin, le nouveau parti deviendrait un nouvel obstacle. La bourgeoisie disposerait de deux trompe-l'œil au lieu d'un seul : un parti national-populiste pour tenter ceux et celles priorisant la question nationale et un nouveau parti social-national pour tenter ceux et celles priorisant la question sociale. On aurait deux stratégies étapistes au lieu d'une seule. Une première, bien connue, proposant de régler d'abord la question nationale et ensuite la question sociale ; une deuxième, nouvelle, proposant d'abord le social-libéralisme au nom du « *réalisme* » et ensuite le socialisme avec, en appendice facultatif, l'indépendance. D'une stratégie cul-de-sac, on serait passé à deux stratégies cul-de-sac, une pour les nationalistes, l'autre pour les altermondialistes.

Cet étapisme stratégique au carré n'est-il pas d'ailleurs le pendant de l'étapisme de l'exécutif national par rapport à la tactique de construction du parti unitaire ? D'abord l'unité à tout prix et ensuite, un an après, la plate-forme électorale *réaliste et faisable* et encore plus tard, le programme du grand soir. Tout comme pour n'importe quel étapisme, la réalité risque de ne jamais quitter la case départ car la perspective de l'atteinte de la première étape, à défaut d'être combinée aux suivantes sauf comme la carotte qui fait marcher l'âne, n'est généralement pas suffisante pour faire le plein d'énergie militante surtout quand le risque est grand comme c'est le cas pour la première étape indépendantiste même néolibérale.

Quand le risque est faible et l'enjeu modeste, comme pour la fusion UFP/OC, les chances de succès sont plus grandes mais le résultat ne sera pas celui attendu. On n'aura pas un parti de gauche, antinéolibéral et indépendantiste, mais un parti de centre-gauche, social-libéral et souverainiste-s'il-le-faut, un NPD nationaliste québécois. Ce n'est pas grave diront les partisans de l'unité à tout prix, ce sera l'affaire des étapes suivantes. L'histoire, et un peu de psychologie sociale, montre que c'est plutôt la première étape qui finit par se consolider — on ne change pas d'orientation politique comme on change de chemise — malgré la présence d'ailes radicales, embêtantes pour les directions mais indispensables électoralement. Bien sûr, l'exemple de l'étapisme péquiste qui s'enlise dans le *bon gouvernement* est le premier qui vient à l'esprit, ce qui

rappelle que dès le départ ce parti était pour la souveraineté-association, c'est-à-dire pour le fédéralisme super asymétrique.

Ce n'est pas le seul exemple. Ici même au Québec, dans la sphère économique-sociale, les Caisses Desjardins, ou la Fédéré ou Agropur, sont autant de succès d'affaires de la première étape qui ne sont jamais devenus dans les faits des coopératives mais bien une banque nationaliste québécoise qui pille les épargnes populaire souvent à moindre coût que les banques proprement dites. Au Brésil, le Parti des travailleurs est certainement une réussite fulgurante de la première étape. Cependant, pour reprendre les récentes expressions du théologien de la libération Leonardo Boff, il est devenu le « *parti néolibéral des travailleurs* ». En fait, toute la gauche social-démocrate et (néo)-stalinienne du XX<sup>ie</sup> siècle est un exemple réussi de la première étape, soit la construction de grands partis et souvent la conquête du pouvoir, mais une catastrophe politique en termes de libération sociale et nationale.

Comment sortir du cul-de-sac de l'étapisme, stratégique ou organisationnel sans sombrer dans le piège contraire de l'ultra-gauche sectaire ? Ni une plate-forme *réaliste, faisable* et *possible* au goût des idéologues de l'ordre néolibéral, ni un programme clamant exclusivement le renversement du capitalisme, de l'impérialisme et du patriarcat au goût de la CLAC. Ce XX<sup>ie</sup> siècle, ce *seculo horribilis* aurait dit la Reine d'Angleterre si elle avait été socialiste, contient la réponse si on fouille bien, soit l'idée trotskiste de *programme de transition*.

Il s'agit d'abord de proposer un ensemble limité de revendications — quelques-unes et même une seule s'il le faut — mais qui soit concrètes, précises et irrécupérables. Celles-ci doivent être d'authentiques réformes qui répondent aux besoins populaires, c'est-à-dire qui ne soient ni des diachylons sur une jambe de bois, comme par exemple le *logement abordable* ni du bidon comme par exemple la prétendue loi anti-pauvreté. Il faut ensuite que ces réformes proposées rompent avec l'ordre néolibéral en étant pour cet ordre inacceptable, irréaliste et infaisable. Encore une fois, la revendication de hausser le salaire minimum à 8.50 \$ l'heure est peut-être le meilleur exemple de ce début de XXI<sup>ie</sup> siècle au Québec. Dommage que la FFQ et le mouvement syndical aient capitulé au premier revers de la ridicule et insultante contre-offre péquiste du 10 sous l'heure, cependant tout à fait prévisible.

### **D'abord une question d'orientation politique, et non de division**

L'analyse déficiente de la conjoncture québécoise, présentée au CU de mars par l'exécutif national, découle de sa conception de l'unité de la gauche, conçue comme d'abord une question organisationnelle à l'indépendance près, et encore. L'insistance de l'exécutif de l'UFP à en faire un critère politique exclusif d'unité avec OC — qui risque de toute façon, comme on l'a vu, d'aboutir au mieux à un accord purement opportuniste — au détriment d'une entente sur une plate forme d'urgence sociale, découlant de l'esprit du programme de transition, amène le rapport politique à sous-estimer la nécessité d'un antinéolibéralisme conséquent. On y parle, par contre, « *d'une montée continue, depuis que le PLQ est au pouvoir, des aspirations indépendantistes...* »

montée qui n'existe pas même si, malgré le PQ, cette aspiration se maintient à un niveau relativement élevé mais sans impulser un quelconque mouvement social, à ne pas confondre avec le psychodrame interne au PQ sur la date référendaire.

L'erreur crucial, cependant, relativisant l'antinéolibéralisme est de mettre la question des divisions syndicales au cœur de l'analyse à propos de l'incapacité du mouvement syndical à mettre en œuvre le grève générale de 24 heures votée par les bases au début de 2004. Ainsi l'apparente unité de l'imposante manifestation du 1<sup>er</sup> Mai 2004 amène-t-elle le rapport à la présenter comme une suite logique des votes de grève alors qu'elle a été, pour les directions syndicales, plutôt une diversion pour masquer leur renoncement à organiser cette grève de 24 heures. À cet égard, la critique des directions syndicales est diluée au point de présenter la direction de la CSN comme une victime de celle de la FTQ alors qu'il aurait été possible pour la CSN d'être la locomotive entraînant les autres comme cela c'était produit lors de la journée de débrayage de décembre 2003.

De même, le rapport ne paraît pas rendre responsable les directions syndicales de l'enveniment des divisions dans le secteur de la santé dû à leur consentement à appliquer la Loi 30 au lieu de la contester d'où le découplément printemps/automne des stratégies syndicales entre le secteur de l'éducation et celui de la santé. Que les directions de la FTQ et de la CSN ne soient pas si éloignées l'une de l'autre apparaît d'ailleurs clairement du fait qu'elles se soient liées dans une stratégie automnale abandonnant le secteur de l'éducation à son sort, y inclus les syndicats CSN y oeuvrant.

Les tergiversations des directions syndicales ne s'expliquent pas d'abord par leurs divisions mais bien par leur orientation politique. Celle-ci est acquise à la concertation, à la paix sociale et au soutien au PQ, lui-même prônant au mieux un social-libéralisme nationaliste. De l'orientation politique des directions des centrales, le rapport politique ne discute pas. C'est pourtant cette orientation qui explique le rôle d'éteignoir que tente de jouer la direction de la FTQ, mais aussi celle de la CSN *in toto*, invitant le mouvement étudiant à la négociation. C'est cette orientation qui explique que les syndicats du secteur de l'éducation ne profitent pas eux-mêmes de l'actuelle grève étudiante pour déclencher immédiatement leur propre grève générale tout en nouant avec le mouvement étudiant une entente stratégique de règlement en commun. Pourquoi en effet attendre à la mi-avril et en mai pour faire des demi-journée ou des journées de grève alors que c'est maintenant que le gouvernement est aux abois ?

On ne le dira jamais assez. Les grands alliés de ce gouvernement en chute libre dans les sondages, et qui n'est même pas capable de présenter son budget à temps, une première depuis 60 ans en dehors des périodes électorales, sont les directions syndicales dont la seule stratégie est d'éteindre les feux d'ici 2007 jusqu'à ce qu'on puisse élire le PQ par dépit. Pourtant les rapports de force invitent clairement à déclencher une offensive majeure dès maintenant, tout comme c'était le cas lors de l'automne 2003. Même une partie de la bourgeoisie comprend cela, elle qui, au Québec, invite le gouvernement à renoncer pour l'instant aux baisses d'impôt et, au Canada, qui supplie le gouvernement fédéral à mieux soutenir son poulain québécois même si, à son goût, le gouvernement Charest est trop nationaliste québécois.

Que le problème de fond soit l'orientation politique et non la question de la division est encore plus souligné par, d'une part, l'état de la situation tant au Canada anglais qu'aux États Unis où le mouvement syndical est tout aussi à plat mais pourtant organisationnellement uni et, d'autre part, au Québec où le mouvement étudiant est super mobilisé bien qu'organisationnellement désuni. Même que sa division a permis, dans un premier temps, à l'aile radicale d'aller de l'avant et, grâce à une conjoncture favorable, à rallier par leurs bases les organisations modérées une fois mis en sourdine son sectarisme d'il y a quelque temps bien que celui-ci a tendance à revenir à la surface au fur et à mesure des manœuvres gouvernementales et des pressions syndicales.

### **Pour une plate-forme d'urgence sociale portée par une grève générale**

La question de la division est à ce point mise en exergue qu'elle fait l'objet de deux des trois buts de la campagne que l'exécutif national a proposé au CU de mars. Ainsi disparaît toute connotation à quelque politique néolibérale que ce soit y compris dans le thème de la campagne qui proposait d'être contre le gouvernement Charest et non contre ses politiques néolibérales, et qui proposait encore moins une quelconque mesure antinéolibérale. Heureusement, le CU de mars a quelque peu rectifié le tir en proposant une campagne « *pour la défense des services publics et des droits sociaux* » sans toutefois en changer les buts. Reste que cette thématique est récupérable par le social-libéralisme, tout comme l'a été la campagne populaire pour une loi anti-pauvreté, tellement elle est générique.

De même, le CU n'a pas réussi à réintroduire dans la thématique de la campagne la question de la grève générale malgré qu'il ait sauvé la campagne sur ce thème voté au CU de septembre 2004. L'exécutif national ne s'est toutefois pas engagé sérieusement dans son organisation car il n'a même pas accepté de désigner un de ses 16 membres pour en prendre charge comme il ne l'a pas plus fait d'ailleurs pour sa propre campagne qui n'avait pas d'autre but que de faire diversion. En effet, le CU a accepté de substituer au thème « *Pour une grève générale publique-privée tous et toutes ensemble* » celui plus générique de « *Agissons maintenant, descendons dans la rue* » alors que le CU, dans le sillage de la montée de la grève étudiante, a pourtant voté d'appuyer « *la grève générale illimitée des étudiant-e-s* ».

Dans l'actuelle conjoncture, les grosses manifestations sont des moyens essentiels si elles conduisent ou accompagnent la grève générale, seule capable de créer un rapport de forces pour renverser le continuel boulozage des politiques néolibérales. Si, toutefois, elles sont utilisées par les directions syndicales comme des tactiques de diversion pour faire sortir la vapeur et gagner du temps, elles en deviennent négatives. Il faut bien sûr en être quand même car il faut accompagner le peuple travailleur tant qu'il garde sa confiance à sa direction même quand elle le trompe. On ne peut donc pas se contenter d'un appel générique à descendre dans la rue. Il en est d'ailleurs de même pour ce qui est d'un appel à convoquer des États généraux du mouvement social. En soi, un excellent moyen organisationnel d'unir le mouvement autour d'une plate-forme et d'un plan d'action, un tel appel peut être détourné pour au contraire s'y



substituer. Cette proposition de GS au CU de mars avait justement comme but de contrecarrer, volontairement ou non, les partisans de l'appel à la grève générale. C'est généralement une erreur de substituer le contenant au contenu.

Ces deux échecs relatifs du CU de mars sont dus à une opposition véhémente de l'exécutif national, particulièrement cristallisée dans des interventions du rapporteur, que la majorité a suivi. Pour aboutir à tout prix à l'unité avec OC, l'exécutif national a tellement liquidé la plate-forme de l'UFP, élaborée suite à un processus continu de démocratie participative, que même le Conseil régional de l'Estrie, pourtant un ferme soutien de l'exécutif, s'en inquiète : « *Déception sur la portée limitée des textes soumis (peu développés et peu concrets : sentiment de 'recul' par rapport au travail effectué par l'UFP...)* ; *Les textes devraient s'inspirer davantage de la Plate-forme de l'UFP... ;* ». Conséquemment, on a assisté à un refus viscéral d'introduire dans les trois textes d'entente avec OC des engagements concrets, précis et irrécupérables par le néolibéralisme présentés par l'entité politique QS.

Évidemment, l'exécutif n'a pas voulu qu'on réintroduise par la porte de côté, celle de la thématique de la campagne, de tels engagements. Comme les campagnes sont conçues comme des corollaires du processus d'unité à tout prix que l'on veut faire aboutir, à part la question de l'indépendance et encore, sur de vagues ententes idéologiques interprétables à toutes les sauces, elles doivent s'en tenir à une thématique générique tant par rapport aux revendications que par rapport aux moyens proposés. Le rapporteur, d'ailleurs, tant dans son rapport verbal que lors de l'atelier sur l'économie, n'a pas hésité à fustiger les partisans d'une plate-forme d'urgence sociale en donnant l'exemple de la Loi 30, sur les fusions syndicales dans la santé, sur laquelle il est trop tard pour revenir. Pourtant, les autres lois scélérates de décembre 2003 et décembre 2004 sont, elles, tout à fait réversibles.

Indépendamment de la réversibilité de ces lois, l'orientation générale des politiques du gouvernement Libéral conjuguée aux demandes syndicales et populaires invite un parti de l'alternative à proposer une plate-forme d'urgence sociale concrète, précise et irrécupérable qui à la fois rassemble dans un combat commun et trace les contours d'un programme antinéo-libéral, de même que des moyens d'action capables de la faire aboutir, telle la grève générale publique-privée tous et toutes ensemble.

On pense d'abord à des « non » généraux bien sentis comme un « Non à toute forme de privatisation dont les PPP » et « Non aux baisses d'impôt ». Comme revendication rassemblant les multiples demandes de réinvestissement social tant dans la santé, l'éducation, les garderies, le logement social, le soutien du revenu, l'environnement, on pense à la revendication d'un « Réinvestissement immédiat de 10 milliards \$ dans les services publics et les programmes sociaux ». Comme mesures spécifiques portant sur la santé et l'éducation, on pense à « Gratuité des médicaments et des soins dentaires et oculaires » et à « Gratuité scolaire à tous les niveaux et abolition des frais afférents ». Comme mesures anti-pauvreté, on pense à un « Salaire minimum indexé de 12 \$ l'heure », à un « Revenu minimum garanti indexé de 1 000 \$ par mois » et à la « Construction de 8 000 logements sociaux par année ». Comme revendications écologiques, on pense « Non à l'autoroute 25 » et à « Priorité à l'efficacité énergétique

et au transport public ». Comme revendication féministe, on pense à « Non au changement de statut du CSF », « Règlement hors convention collective de l'équité salariale » et « Mise en œuvre des cinq revendications québécoises de la Charte mondiale des femmes ». Comme revendication pro-syndicale, on pense à « Interdiction des licenciements par des entreprises rentables » et « Fonds d'indemnisation des fermetures financé par les entreprises ».

Quant à la proposition de grève générale, on reste surpris de l'argument employé dans le rapport politique verbal comme quoi il ne faut pas regarder dans le rétroviseur les décisions des bases syndicales faites il y a un an alors qu'un parti de gauche se doit de s'appuyer sur les acquis historiques, surtout très récents, et même plus lointains comme par exemple le Front commun de 1972 qui fit au moins une grève générale du secteur public tous et toutes ensemble. Ces acquis sont d'autant plus pertinents qu'ils rencontrent un écho dans la présente conjoncture de la grève étudiante, surtout quand son secteur le plus radical appelle de plus en plus à une jonction avec le secteur public, et qu'ils sont un exemple à suivre pour les secteurs public et para-public.

On passera sur les arguments que cette proposition serait gauchiste parce qu'il serait prétentieux pour la modeste UFP de faire pareil appel. Il ne s'agit pas de faire un appel mais de faire une proposition de sorte qu'il y ait un débat. C'est pour cela que cette campagne en est une de longue durée, tout autant au moins que notre campagne médiatique réussie sur la proportionnelle. Faut-il ajouter qu'une telle campagne d'initiative politique créerait un cadre propice pour le succès de nos efforts de recrutement et de financement car elle démontrerait la pertinence unique du parti.

### **Devenir un initiateur politique, oser critiquer les directions syndicales**

Il ne s'agirait pas de tenir mordicus à ces propositions de plate-forme d'urgence sociale et à des moyens d'action mais de jouer notre rôle d'initiateur politique. C'est ainsi qu'un parti de gauche, surtout un parti qui se targue de vouloir unifier toute la gauche politique en dehors des organisations sectaires et anarchistes, cesserait d'être un simple comité d'appui aux luttes sociales. Ce cul-de-sac dans lequel s'est enfermé l'UFP le réduit au suivisme par rapport aux directions syndicales et populaires dont l'écrasante majorité est acquise au social-libéralisme tant à cause du défaitisme dû à une génération de batailles perdues qui a considérablement réduit les perspectives qu'à cause de leurs intérêts de couches sociales relativement privilégiées qui les portent à s'accommoder du statu-quo amélioré à la marge. Réduire le parti de la rue à un simple appui aux luttes combiné au déploiement de notre bannière aux manifestations avec ou sans distribution de tracts, si nécessaire cela soit-il, conduira à transformer l'UFP/OC en parti électoraliste de ces directions sociales-libérales, à être donc une machine à leur service.

Étonnamment, le rapport politique admet volontiers la pertinence d'une plate-forme d'urgence sociale... mondiale :

*« À la dernière rencontre du Forum social mondial en janvier 2005, le FSM a mis de l'avant la nécessité d'élaborer un plan d'urgence mondial qui lie des objectifs sociaux, des revendications globales pour financer ces objectifs – taxes sur le capital, annulation de la dette –, des enjeux*

*comme la maîtrise et le contrôle populaire de l'eau et des ressources naturelles, des propositions pour rejeter le saccage de l'environnement et exiger la souveraineté alimentaire, et des appels à la lutte pour les droits démocratiques – contre toutes les discriminations. Dans le contexte du désastre écologique actuel et des projets impérialistes et militaristes, la question énergétique appelle plusieurs ruptures radicales : économies d'énergie, réduction de la consommation pétrolière, bouleversement du secteur des transports, sortie du nucléaire, priorité aux énergies renouvelables, transferts de technologies vers le Sud, remboursement de la dette écologique et financière due aux pays du Sud. »*

Son rapporteur, cependant, se montre viscéralement opposé à même commencer à élaborer une telle plate-forme pour le Québec. Pourtant, le rapport dit qu'« *[i]* est grand temps de ramener la gratuité scolaire sur la place publique... ». Pourquoi alors ne pas l'inclure dans une proposition de plate-forme d'urgence sociale dans le cadre d'une campagne pour une grève générale ? Est-ce seulement un coup de chapeau opportuniste à la grève générale étudiante ?

De plus, le rapport ajoute que :

*« Le grand défi des partis de la gauche, partout dans le monde, c'est l'enracinement dans les mouvements sociaux et organisations de toutes sortes pour convaincre la vaste majorité de la population qu'une transformation sociale en profondeur est nécessaire et possible. Seul un tel enracinement permettra de construire le rapport de force nécessaire pour changer le monde. »*

Au moment où justement au Québec la base des mouvements sociaux, pour la deuxième fois en un an, pose la question de la grève générale, l'exécutif national et ses alliés, loin de s'enraciner dans ce terreau, s'opposent plutôt de toutes leurs forces à inclure ce mot d'ordre dans la thématique de la campagne. Pourquoi ce qui est bon pour le monde n'est-il pas bon pour le Québec ? Pourtant le rapport, parlant de la grève étudiante, affirme que « *[i]* la perspective de la réalisation effective d'une grève générale illimitée progresse rapidement... »

Est-ce que l'opportunisme de l'unité à tout prix rend aveugle ? Faute de campagne digne de ce nom, le rapport politique semble compter d'abord et avant tout sur les déboires du PQ : « *[La crise complexe et multiple du PQ] ouvre la porte à un ralliement des indépendantistes au sein de l'UFP et du nouveau parti que nous voulons mettre sur pied.* » Il faut bien sûr compter sur les contradictions de l'adversaire pour gagner nos batailles. Toutefois, ces contradictions ne serviront à renforcer notre cause que si le nouveau parti devient lui-même un pôle d'attraction autrement la crise du PQ mènera soit à la démobilisation soit au renforcement d'un pôle de droite qui au Québec s'appelle ADQ.

Un nouveau parti qui ne serait qu'un NPD nationaliste à la sauce québécoise ne serait en rien un pôle attractif quand dans ce monde d'inégalités, de guerres/occupations et décrépitude environnementale croissantes la polarisation des antagonismes supprime les dernières illusions d'une troisième voie entre capitalisme néolibéral et alternative anticapitaliste. Cette perspective électoraliste peu attrayante se répercute d'ailleurs dans le troisième et dernier but de la campagne proposée par l'exécutif national. Faute d'une insertion pro-active de l'UFP dans la lutte sociale la rendant immédiatement visible comme alternative aux trois partis néolibéraux, cet appel à la construction d'« un

*nouveau parti politique de gauche* » devient en creux un simple appel à voter UFP en 2007 ou 2008.

Il semble que cet opportunisme rende aveugle au point de ne plus faire le lien entre la lutte pour l'indépendance et la lutte contre le néolibéralisme et contre la guerre. Le rapport ne comprend pas que c'est principalement à cause du fort sentiment anti-impérialiste et pacifiste du peuple québécois, très sensible à l'oppression nationale et à l'occupation armée vécue en 1970, que le gouvernement fédéral a dû reculer tant par rapport à la participation du Canada à la guerre contre l'Iraq, surtout que la coïncidence de la campagne électorale québécoise de 2003 avec la guerre renforçait la liaison guerre/oppression, que par rapport au bouclier anti-missile même si la médiation s'est faite par l'intermédiaire de la mobilisation du mouvement anti-guerre et antinéo-libéral. Même l'insistance de l'exécutif national sur la seule question de l'indépendance comme noyau dur pour réaliser l'unité semble devenir elle aussi une simple question électorale.

### **Pour un pôle anticapitaliste dans l'UFP**

On reste étonné que deux des quatre entités politiques de l'UFP, soit le Parti communiste (PCQ) et Gauche socialiste (GS), acceptent de disparaître comme entités politiques visibles dans les structures. On est moins étonné quand on constate que ces deux entités politiques appuient résolument l'exécutif national contrairement aux deux autres, soit Québec socialiste (QS) et Socialisme international (SI). En effet, QS et SI font parti de l'aile gauche de l'UFP : elles appuient certes la fusion UFP/OC mais conditionnellement non seulement à l'acceptation de l'indépendance mais aussi à celle d'une rupture réelle avec le néolibéralisme.

Cette rupture réelle concerne d'abord la redynamisation du parti de la rue sous forme de campagnes prises en charge centralement, mobilisant les bases militantes du parti et l'insérant dans la conjoncture des luttes sociales par des initiatives propositionnelles tant revendicatives que pour le plan d'action. On a vu plus haut ce que cela donnerait concrètement. Cette rupture signifie aussi l'absence de tout arrangement électoral avec le PQ, c'est-à-dire l'engagement à présenter des candidatures dans le maximum de circonscriptions électorales et, si possible, la totalité. Car on a aussi vu que selon la porte-parole d'OC est toujours ouverte cette possibilité de renoncer à cet pilier de ce qui fut à l'origine de la fondation de l'UFP, en plus d'un pluralisme véritable qui a pignon sur rue, soit la rupture avec les trois partis néolibéraux, c'est-à-dire une rupture politique, pratique, sur le terrain avec le néolibéralisme et non pas une superficielle rupture idéologique typique des manifestes, préambules et autres « principes directeurs ».

La remise en cause des deux piliers fondateurs de l'UFP sont à coup sûr deux bonnes raisons de créer au sein de l'UFP un pôle anti-capitaliste autour de QS et de SI tout en construisant dans les faits à la base et au sommet le parti de la rue.

Marc Bonhomme, 27 mars 2005

